

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -**  
**TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1 / Noyau 0A1**  
**Gatineau**  
**Québec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**  
**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**  
**THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY**  
**REQUIREMENT**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique  
11 Laurier St., / 11, rue Laurier  
3C2, Place du Portage  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> INFORMATICS PROFESSIONAL SERVICES		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6369-12P5RA/A		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 005
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6369-12P5RA		<b>Date</b> 2013-11-15
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-608-26499		
<b>File No. - N° de dossier</b> 608zm.W6369-12P5RA	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-11-21</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Kelly, James		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 608zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-5701 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-1207
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Question14** La réponse à la question 7 de la modification 003 est manifestement fausse. En fait, elle freine la concurrence, favorise une augmentation potentielle du coût pour l'État et entraînera certainement une diminution de la qualité et de la quantité des propositions soumises. Cette réponse fait obstacle au dépôt de soumissions financièrement compétitives et, en réalité, elle peut empêcher de nombreux soumissionnaires ayant la capacité nécessaire de soumettre une proposition:

Si un membre de l'industrie a fourni 15 ressources sur une période de 12 mois dans le cadre d'un contrat de fourniture de spécialistes en services de dépannage identique à votre besoin, même si le prix de ce contrat était très compétitif, il pourrait ne pas atteindre le seuil de 3 millions de dollars.

Si ces services avaient été fournis pour 2 millions de dollars, un prix beaucoup plus intéressant pour l'État, la proposition serait jugée non conforme.

Dans notre cas, nous avons des douzaines d'entrepreneurs et d'employés, et des douzaines de contrats, mais très peu visent plus de dix (10) entrepreneurs en tout temps. En fait, si quarante (40) de nos experts-conseils travaillaient à quatre (4) contrats en cours, cette situation aussi serait jugée non conforme. De toute évidence, quatre contrats de ce type démontreraient la capacité du soumissionnaire de répondre à vos besoins potentiels, tout comme le feraient un ou deux contrats de même ampleur.

L'État aurait-il l'obligance d'éliminer le montant de 3 millions de dollars de cette demande de soumissions afin d'éviter le rejet de propositions financièrement viables? L'État pourrait-il éliminer la limite de deux (2) projets ou couper de moitié le nombre de ressources de l'entrepreneur (soit huit ressources) pour garantir que la capacité du soumissionnaire est démontrée de façon équitable, plutôt que de se fier à la taille de deux projets seulement? L'État aurait-il l'obligance de reporter la date de clôture de cette demande de soumissions d'au moins deux (2) semaines afin de permettre aux soumissionnaires d'apporter les modifications demandées?

**Réponse14** Les exigences relatives à la qualification énoncées au critère obligatoire 01 ne se limitent pas à la fourniture de spécialistes en services de dépannage. Toutes les catégories de ressources pour les contrats de gestion de l'information/technologie de l'information (GI/TI) seront acceptées si elles satisfont aux exigences énoncées. Le seuil de 3 millions de dollars fixé pour la valeur du contrat n'est pas directement lié au nombre de ressources requises. En fait, il est possible que la valeur d'un contrat attribué à la suite de cette demande de soumissions atteigne beaucoup plus que le seuil de 3 millions de dollars. Cependant, les soumissionnaires ne sont tenus de démontrer la valeur de contrats d'au moins 3 millions de dollars. Le Canada a des besoins opérationnels exigeant un nombre important de ressources sur plusieurs années. À son avis, gérer de nombreux contrats avec moins de ressources ne saurait en soi être la même chose que gérer un contrat exigeant 15 ressources ou plus. Le Canada n'est pas disposé à modifier le critère obligatoire 01 ni à reporter la date de clôture de cette demande de soumissions.

**Question15** L'État pourrait-il envisager de modifier le critère 01 des exigences visant le soumissionnaire pour permettre l'octroi de contrats subséquents au même client selon le même énoncé des travaux? Les Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) de niveau 1 ont une limite de 2 millions de dollars, et la majorité des contrats sont établis au niveau 1. Plutôt que de passer au niveau 2, on relance l'appel d'offres pour un autre contrat de niveau 1. Par exemple, un fournisseur se voit attribuer un contrat initial de 2 millions de dollars et, lorsque le client relance l'appel d'offres concernant ce contrat, le même fournisseur se voit attribuer le deuxième contrat. Le contrat initial se termine le vendredi. Le

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6369-12P5RA/A

Amd. No. - N° de la modif.

005

Buyer ID - Id de l'acheteur

608zm

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6369-12P5RA

File No. - N° du dossier

608zmW6369-12P5RA

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

nouveau contrat commence le lundi suivant, selon le même énoncé des travaux et avec les mêmes ressources. Essentiellement, rien ne change, sauf le numéro du contrat. Cette situation est attribuable à la limite de 2 millions de dollars visant les SPICT. En effet, lorsque le contrat de 2 millions prend fin, le client doit refaire une demande de soumissions. L'État pourrait-il envisager de modifier le critère 01?

Réponse 15 Voir la réponse numéro 14 ci-dessus.